trial judge to dispose in all other respects of the appellant's pretensions.

"I would dismiss the appeal, with costs."

Sir L. A. Jetté, J. C. — "Les autorités suivantes: 5 *Thompson, on Corporations, ch. 177: Judicial forfeiture; Windsor Hotel Company and Lewis, 26, J., 29; Sarazin vs The Bank of St. Hyacinthe, 28 J., 270; Pacaud vs Rickaby, 1 Q. L. R., 245,* sont à l'effet qu'en l'absence des termes exprès du statut au contraire, l'Etat peut seul, par une action directe, contester à une corporation le droit d'exercer ses franchises. Un individu ne peut prendre avantage d'une irrégularité dans la formation ou l'obtention de la charte d'une corporation. Ce droit appartient au pouvoir souverain, à la Couronne, qui peut l'exercer ou y renoncer.

"Quand même une corporation n'existerait que *de facto*, l'Etat seul peut mettre en doute son existence corporative. La cour est tenue de reconnaître une corporation dans tout corps incorporé, en autant que les tiers sont intéressés, jusqu'à ce qu'il ait été dissous par des procédés judiciaires intentées par le Gouvernement qui l'a créé."

Bisaillon & Brassard, avocats de l'appelant.

Kavanagh, Lajoie & Lacoste, avocats de l'intimé.